

# Confrontation informationnelle en Nouvelle Calédonie : Un jeu dangereux à plusieurs échiquiers

par Jean Castex



La Nouvelle-Calédonie relève de la souveraineté française depuis 1853. A ce titre, elle est une collectivité de 270 000 habitants, composée de trois provinces, et dispose d'un statut particulier de large autonomie, sui generis. Elle se trouve dans l'océan Pacifique Sud, à 16 740 kilomètres de la métropole et est composée d'un ensemble d'îles et d'archipels.

Les Kanaks, peuple premier, constituent 39% de la population. Suite aux troubles insurrectionnels des années quatre-vingt, au cours desquels ils demandèrent leur indépendance, un processus de décolonisation fut instauré, sous l'égide de l'ONU. En conséquence, il fut décidé de mettre en place trois référendums pour décider du futur statut de l'île, avant fin 2022.

La richesse de l'île en nickel, elle en détient 20% des réserves mondiales, les transferts financiers de l'État et de l'Union européenne ainsi que les politiques de rééquilibrages territoriaux et ethniques menés depuis la fin des années quatre-vingt ont permis à la Nouvelle-Calédonie d'atteindre un niveau de développement élevé, comparativement au reste du Pacifique insulaire et de la France ultramarine.

## **Le nickel, métal du diable ou pétrole du XXIe siècle.**

Au XVIIe siècle, les mineurs de Saxe pestaient contre un minerai de cuivre chargé d'impuretés qu'il était difficile de séparer et de raffiner, la réputation du métal du diable était né.

A la fin du XIXe siècle, c'est en Nouvelle-Calédonie que commence l'histoire du nickel avec la découverte par Jules Garnier du minerai oxydé et avec la fondation en 1880 de la société Le Nickel (SLN). Il sert, à l'époque, à composer des aciers inoxydables.

A l'échelle mondiale, 70 % du nickel est consommé dans l'acier, 27 % dans le secteur des alliages et 3% dans les batteries électriques, secteur encore embryonnaire. Les projections des

analystes financiers sont dithyrambiques pour ce dernier, présenté comme le [pétrole du XXI<sup>e</sup> siècle](#). Sa consommation devrait considérablement augmenter avec la troisième révolution industrielle et l'augmentation de production de batteries pour véhicules électriques. Le marché devrait passer de 120 000 tonnes en 2019 à 1,2 million de tonnes par an en 2040. [Elon Musk, président de Tesla](#), invite les industriels et miniers du monde entier à partager ses visions stratégiques sur le sujet.

Dans l'avenir, le poids relatif de la Nouvelle Calédonie ne cessera de diminuer dû aux nouveaux projets industriels et miniers, en cours ou à venir, notamment en Amériques, Philippines et Indonésie.

En 2020, la production calédonienne est de 100 500 tonnes comparée à une production mondiale de 2,2 millions de tonnes. Elle ne représente donc que 4,5% du nickel produit auquel il faut ajouter des exportations de minerai, à faible teneur de nickel, vers la sidérurgie japonaise, australienne et chinoise.

Le Nickel représente 20% de l'emploi calédonien pour 20% du PIB.

En quinze ans, la Nouvelle-Calédonie a multiplié ses capacités par quatre. Entre 2008 et 2018, les trois usines situées en Nouvelle Calédonie cumulent un déficit équivalent à 143% du PIB de l'île.

L'usine historique de l'île, la SLN, détenue par le groupe français Eramet, est aujourd'hui sous procédure de sauvegarde bien qu'elle soit première productrice mondiale de nickel pour l'acier.

Au nord, Koniambo Nickel SAS (KNS) détenu par la province nord, la Société minière du Sud Pacifique calédonienne (SMSP) et Glencore, reste en sous-capacité chronique de production. Majoritairement kanak et indépendantiste, la province nord a des visés expansionnistes sur les riches ressources minières du sud de l'île.

L'usine calédonienne SMSP-Posco, située en Corée du Sud, est profitable, car son point mort est l'un des plus bas mondiaux. La SMSP a conclu un partenariat stratégique en 2013, pour une usine en Chine, avec l'industriel Yangzhou Yichuan Nickel Industry Co. Le premier minerai est envoyé de Nouvelle Calédonie à l'usine en 2018, avec à la clé, le vol d'une partie de la cargaison par le partenaire chinois.

Au sud, Vale Nouvelle Calédonie (Vale NC), usine issue d'un projet politique de la province sud, composée majoritairement de loyalistes contre l'indépendance de l'île. Elle accuse un déficit chronique durant quinze ans lié à un pari risqué sur une technologie industrielle innovante, mais mal maîtrisée, de traitement du nickel. Vale NC a mandaté la banque Rothschild Paris de vendre l'usine et le site minier après avoir englouti plus de 2,7 milliards d'euros. Débutée en février 2020, cette enchère est une somme de contradictions. C'est dans ce contexte que s'ouvre le deuxième référendum sur l'indépendance de l'île, le 4 Octobre 2020.

### **Trois référendums pour une montée des périls.**

L'accord de Nouméa ratifié en 1998 est un accord qui prévoit le transfert de certaines compétences de la France vers la Nouvelle-Calédonie dans de nombreux domaines, exception faite du régalien.

À l'issue de cette démarche, trois référendums sur l'indépendance de l'île sont prévus par l'accord en cas de vote négatif pour les deux premiers. Le droit de vote est restreint aux citoyens résidant de longue date et de manière continue en Nouvelle-Calédonie, et exclut les personnes installées après 1994.

Le premier scrutin a été organisé le 4 novembre 2018, soit vingt ans après les accords de Nouméa, et a vu les loyalistes, pro-France, l'emporter par 56,7 % des voix. Le second a eu lieu le 4 octobre 2020 et voit le « non à l'indépendance » récolter 53,26 % des voix. Au-delà de son verdict, ce scrutin est également marqué par une augmentation significative de la participation, qui s'élève à 85,64 %. L'écart entre les deux camps s'est donc sensiblement resserré en deux ans.

Les résultats du scrutin montrent une fracture territoriale et sociologique en lien avec une répartition ethnique. En faveur du oui, dans les îles et le Nord de la Nouvelle-Calédonie où il existe une part importante de la population Kanak et pour le non dans le sud du territoire et particulièrement à Nouméa où vivent une majorité de caldoches et de métropolitains.

Les partis politiques réclamant l'indépendance définissent leurs projets et se positionnent dans une revendication identitaire de reconnaissance du peuple Kanak croisée à une volonté d'autonomie et d'émancipation vis-à-vis de la France sur la base d'un modèle multiculturel.

### **L'importance croissante des réseaux sociaux dans le jeu indépendantiste**

Malgré un coût élevé, aujourd'hui huit Calédoniens sur dix utilisent internet. Ce dernier s'est particulièrement bien développé en brousse, dans les tribus, au cours des précédentes années. Les principaux motifs d'utilisation sont la consultation du courrier électronique, la consommation de vidéos en ligne et l'usage d'un réseau social, en particulier Facebook, surtout chez les plus jeunes.

Six Calédoniens sur dix sont désormais inscrits sur au moins un réseau social, qu'ils consultent via leur smartphone. Facebook est le réseau social qui est de loin le plus utilisé par les partis politiques et les habitants du territoire alors que l'usage de Twitter par les partis politiques est faible contrairement à la métropole.

Durant le deuxième référendum, l'usage des réseaux sociaux par les partis politiques a renouvelé les moyens de faire campagne, de communiquer avec les électeurs et de les mobiliser massivement.

Sur Facebook, avec ses 135 posts dans la semaine du 27 septembre au 3 octobre, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), parti indépendantiste, se positionne largement au-dessus des loyalistes (25 posts) et de *Calédonie Ensemble*, parti modéré loyaliste (20 posts).

L'augmentation considérable entre 2018 et 2020 des messages pendant la période qui précède le vote (6 posts seulement en 2018) montre une évolution de la maîtrise de la stratégie digitale du parti indépendantiste avec parfois une mise en scène uniquement réalisée pour la diffusion numérique en lien avec leur positionnement politique. Par exemple, des militants filmés par un drone forment un « oui » pour l'indépendance.

Cet attrait pour l'utilisation des technologies numériques est saillant dans ce référendum de 2020 par le FLNKS. L'expression sur le réseau relève des modes d'occupation identiques à celui de l'espace public physique. Il en va de nombreuses vidéos des lieux de rencontres et des meetings, à des informations pratiques sur les modalités de transports des votants le jour du référendum, jusqu'à des retranscriptions de passages télévisés de représentants soutien des autres pays en faveur de l'indépendance.

L'usage intense du réseau Facebook pour communiquer avec le plus grand nombre a pour objectif d'orchestrer le militantisme de terrain. Avec ses 13353 abonnés sur Facebook, le parti indépendantiste révèle une communication active sur le numérique avec une augmentation des usages chez des internautes de plus en plus habiles à utiliser ces nouveaux outils et en

augmenter la viralité : 1350 commentaires et 5460 partages des posts en une semaine pour obtenir l'adhésion et la mobilisation autour d'une cause.

Si les partis loyalistes diffusent beaucoup moins de messages sur leurs pages à un nombre plus restreint d'abonnés (8702), les commentaires et les partages en revanche, comparativement au nombre de messages, sont beaucoup plus nombreux (1249 et 4143). L'activité en ligne des internautes à travers les clics et commentaires est plus forte chez les personnes européennes constituant l'électorat principal de ces partis par rapport au parti indépendantiste. Les différences d'équipement technologique chez les militants entre ces deux partis traduites par des différences territoriales entre zones rurales et zones urbaines et probablement économiques peuvent expliquer en partie un engagement en ligne plus fort chez les loyalistes militants.

### **L'enjeu vital de la vente de Vale NC dans le Sud Pacifique**

L'usine hydrométallurgique de Vale NC, située en province sud, est l'une des trois seules au monde capable de produire du nickel de qualité batterie. Au sein du site de l'usine, le projet Lucy, soutenu par la France et par la Nouvelle-Calédonie doit permettre le traitement et le stockage des résidus à sec. Ce nouveau procédé contribue au respect des nouvelles normes environnementales européennes, Eco Design. Plus exigeantes en matière de traçabilité des métaux, elles rentreront en application en 2022.

Toute batterie électrique au nickel, cobalt ne respectant pas ces nouvelles normes environnementales européennes ne trouvera pas de débouchés en Europe. La Chine ou tout autre producteur sont directement concernés par ces mesures.

Les chimistes et métallurgistes calédoniens de Vale NC ont élaboré un produit en poudre appelé Nickel Hydroxyde Cake (NHC) selon un procédé économe en énergie, car les températures de réaction sont inférieures à 100°C. Le NHC et le cobalt produits par l'usine du Sud sont des éléments importants de l'initiative européenne pour les batteries (EBA) qui prévoit la création de "l'Airbus des batteries", une initiative industrielle stratégique soutenue par Emmanuel Macron et Angela Merkel. Malgré ce projet d'avenir, Vale NC est mis en vente.

#### *Chronologie des faits*

- Décembre 2019, le groupe brésilien décide de vendre l'usine du Sud courant 2020. La multinationale compte céder les 95 % des parts qu'elle détient dans son complexe hydrométallurgique, les 5 % restants appartiennent à la SPMSC, la Société de participation minière du Sud calédonien qui réunit les trois provinces.
- Février 2020, Le PDG de Vale NC, Antonin Beurrier évoque que trois offres sont en train de se dessiner.
- Mars, mise en place de l'Ican : instance coutumière kanak de négociation.
- Avril, Sofinor-Korea Zinc, parrainée par la province nord indépendantiste, dépose officiellement son offre.
- Mai, cinq mois après l'annonce du retrait, Vale NC choisi l'australien, New Century Resources (NCZ). Un accord d'exclusivité de 60 jours a été conclu mais pas de transaction. Les différentes parties ont deux mois pour la concrétiser.
- Juillet, la négociation exclusive avec l'australien NCZ est prolongée de 45 jours pour permettre à la junior minière de fournir une offre définitive.
- Août, mise en place du collectif « Usine du Sud- Projet Pays » par les indépendantistes et début de plusieurs manifestations organisées, dans le pays pour demander l'ouverture de discussions entre Vale et Sofinor-Korea Zinc. Des campagnes de sensibilisations sont menées sur les réseaux sociaux et dans la presse locale.

- Septembre, 34 élus indépendantistes demandent l'ouverture d'une session extraordinaire sur l'avenir de l'usine du Sud au Congrès, assemblée délibérante de Nouvelle Calédonie. NCZ annonce sur son site officiel qu'il ne remettra pas d'offre définitive en dépit d'un vaste processus de diligence raisonnable et de négociations commerciales avec Vale, l'Etat français et les autres parties prenantes du dossier. NCZ retire son offre, l'usine du Sud pourrait fermer. Pour une partie des Calédoniens, l'ensemble des contradictions de NCZ, avant son refus, sont comprises comme les prémices d'un « [coup de Bourse](#) » de la junior minière qui n'a pas les assises financières pour supporter un tel projet. Ce projet immature porté par la province du Sud est perçu par certains comme un manœuvre dilatoire afin d'empêcher la province du Nord d'effectuer une offre industrielle pour l'usine du Sud.
- Le 14 septembre, le Congrès auditionne les représentants de Sofinor Korea Zinc sur leur offre préliminaire et l'Ican. Vale a décliné l'invitation et n'est pas présent à cette session extraordinaire.
- Le 16, les représentants de Sofinor-Korea Zinc sont entendus, une nouvelle fois, par le groupe Vale et la banque Rothschild France, banquier conseil pour la cession-reprise. Selon la direction du projet Sofinor, l'industriel sud -coréen réaffirme sa participation financière et son souhait d'accéder au site industriel pour faire un audit de « due diligence ».
- Octobre, Trafigura, un groupe suisse de négoce de matières premières, remet son offre préliminaire à Vale et se voit reconnaître un statut exclusif jusqu'au 4 décembre. Une vérification du lien entre la banque Rothschild et Trafigura ainsi que le pédigrée de certains protagonistes de ces deux acteurs a-t-elle été réalisée. N'aurait-elle pu éclairer les Autorités calédoniennes compétentes et le Ministère des Finances qu'il n'existe pas de suspicions de conflit d'intérêts. En effet, [Sipko SCHAT](#), membre indépendant du Conseil de surveillance de la banque Rothschild, est également Administrateur de Trafigura Group Pte Ltd. Il en va de même pour [Jeremy Weir](#), Executive Chairman and Chief Executive Officer de Trafigura et ancien employé de la banque Rothschild. Trafigura a investi dans une grande mine de nickel appartenant à Terrafame en Finlande, en partenariat avec le gouvernement social-démocrate finlandais. Une usine hydrométallurgique de nickel, destinée aux batteries des voitures électriques, est en cours de construction. Dans un futur proche, la grande usine européenne de batteries pour véhicules électriques sera construite, non loin de là, en Suède<sup>1</sup>. Eramet, propriétaire de la SLN, a précédé le négociant suisse en Finlande. L'accord conclu en 2017 avec le groupe minier finlandais Boliden assure la livraison de concentrés de nickel finlandais à l'usine Eramet de Sandouville. Avec ces concentrés, Eramet produit du nickel pur, métal et sulfates, destinés principalement aux batteries des véhicules électriques.
- Le 23 Septembre, manifestation de l'Ican et du Collectif devant l'usine du Sud après une campagne importante dans les médias sociaux.
- Le 26, l'offre préliminaire de Sofinor-Korea Zinc n'est pas retenue : « reçue en avril 2020, elle ne présentait pas les garanties financières et environnementales requises pour cette transaction. » Dans ce courrier, il est indiqué qu'une nouvelle offre est étudiée, celle portée par Trafigura en qualité d'actionnaire minoritaire.
- Le 30, plusieurs mouvements à Nouméa, aux îles Loyauté ont lieu pour soutenir le projet Pays de Sofinor-Korea Zinc. Encore une fois, les médias sociaux sont de la partie.
- Le 3 novembre, une note confidentielle émanant de la Direction du Trésor de Bercy concernant le rachat de Vale Nouvelle-Calédonie a fuité et est parvenue à la chaîne de télévision locale. Elle analyse le projet porté par la Sofinor et Korea Zinc, en concluant à une offre « peu documentée et très liminaire » sur la Gouvernance, le modèle financier, et le projet Lucy. Les réserves émises par Bercy semblent donc nombreuses.

---

<sup>1</sup>Pour rappel, une partie des mines finlandaises de la région de Petsamo a appartenu, dans les années 1900, au Canadien INCO, et à la SLN, entreprise historique néo calédonienne, via la banque Rothschild, avant d'être cédée à l'URSS au terme de la guerre d'hiver en 1939.

- Le 5 novembre, le PDG de Vale NC annonce à la presse, que Vale entre en négociation exclusive avec Trafigura, pour une clôture de transaction en janvier 2021.
- Du 6 au 8, l'Union Calédonienne tient son 51e congrès et déclare soutenir le projet pays Sofinor-Korea Zinc pour la cession de l'usine du Sud. Les 14 et 15, deux congrès politiques des indépendantistes se tiennent, celui du Parti Travailleiste et celui du Palika. Tous deux réaffirment leur soutien au « projet pays » porté par Sofinor-Korea Zinc.
- Du 14 au 18, plusieurs manifestations et blocages sont organisés par l'Ican et le Collectif à Nouméa, ainsi que dans le nord et aux îles Loyauté. Ils demandent que l'Etat organise un tour de table. La présidente de la province sud en appelle à la responsabilité des membres du groupe « Leprédour », qui regroupe les principaux responsables politiques, et précise qu'une réunion est organisée le 18 novembre, au sujet de la répartition du capital calédonien. *Calédonie ensemble*, parti politique loyaliste modéré, entre à son tour dans le débat en proposant au président de Vale Monde une médiation avec toutes les parties prenantes, « afin de renouer les fils d'un dialogue interrompu ». L'ordonnance de référé prise mardi 17 novembre par le juge, expulsant les occupants irréguliers du domaine public portuaire, est signifiée le 18 novembre aux intéressés.
- Le 18, la cession de l'usine du Sud cristallise la confrontation politique. Dans une lettre ouverte aux Calédoniens, Daniel Goa, président de l'Union Calédonienne (UC), parti indépendantiste, appelle ses militants, mais aussi « les dirigeants et les militants des autres forces indépendantistes, tous les sympathisants et toutes les personnes conscientes de la nécessité d'un développement harmonieux du pays à rejoindre le combat pour faire de l'usine du Sud une véritable « Usine-Pays ». Et d'ajouter que, l'Union calédonienne ne participera pas aux discussions avec l'Etat. Le président de l'UC fait référence à la première réunion fin novembre, actée lors de la visite du Ministre de l'Outre-Mer et qui a le nickel pour thématique. Le [FLNKS](#) sur Facebook abonde également dans ce sens et démonte les arguments de Prony Ressources, consortium suisse-calédonien du Président de Vale NC, partenaire de Trafigura.
- Le 19, le gouvernement est favorable à l'organisation urgente d'une table ronde. Le collectif suspend sa mobilisation, en raison notamment des épreuves du baccalauréat. Le port autonome de Nouméa est débloqué.
- Le 20, à Paris, les députés ont renouvelé le prêt de l'Etat au futur repreneur de l'usine du Sud, au titre du soutien au secteur du nickel. Ce nouveau prêt ne pourra être accordé que si Vale rembourse ses créances au moment de la cession de l'usine. Un amendement "jugé suspicieux" précise que « la poursuite de l'exploitation du site impose de mettre en œuvre une transformation de son modèle économique et industriel ». Si l'on peut voir dans cette phrase une simple intention de replacer ce prêt dans son contexte, les indépendantistes y voient un soutien au consortium avec Trafigura. En clair, l'Etat français soutient Trafigura et Prony Ressources.
- Le 23, le sénateur Pierre Frogier, loyaliste et le président de l'UC Daniel Goa, indépendantiste, se sont exprimés, chacun, à travers une lettre ouverte pour demander à l'Etat de prendre ses responsabilités. Après une semaine de mobilisation et de blocages, la circulation revient à la "normale". Le mouvement est suspendu, le temps des discussions. Exception faite de la mairie de Yaté qui reste bloquée une matinée. Dans un communiqué, le maire de Yaté, déclare apporter son soutien « à la démarche formulée par l'Ican et le collectif Usine du Sud = usine pays ». Il « dénonce les informations publiques » portant sur une participation de la commune, dans le montage financier du projet Prony Ressources incluant Trafigura.
- Le 24, *Calédonie ensemble*, parti loyaliste modéré, souhaite endosser un rôle de médiateur dans ce conflit économique-politique, et souhaite présenter ses propositions lors de la visioconférence du «groupe Leprédour» avec Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer. Trois propositions sont présentées : détention d'au moins 50% du capital par des collectivités locales, l'accès au site à Sofinor-Korea Zinc au site et aux contrats pour formuler, ou pas, une offre définitive et enfin, une intervention de l'Etat plus affirmée dans ce dossier afin d'éviter un cataclysme économique en cas de fermeture de l'usine.

- Le 26, lors de la réunion du « groupe Leprédour », Paul Néaoutyine, Président de l'Assemblée de la province nord et leader indépendantiste de l'Uni-Palika est absent. Rien ne filtre sur le contenu des échanges.
- Le 1<sup>er</sup> décembre, l'Instance coutumière autochtone de négociation - Ican- et le collectif « usine Pays » participent à la table ronde, organisée au Haut-Commissariat, sur le dossier Vale NC. Les deux projets de reprise sont évoqués. Ils veulent qu'une mission d'experts s'assure de l'intégrité des installations environnementales, notamment sur le barrage KO2; ils demandent que la due diligence soit accordée à l'industriel sud-coréen afin que ses techniciens accèdent à l'usine du Sud e puissent ainsi finaliser, ou non, leur offre définitive.
- Le 4, date butoir marquant la fin de la période de négociation exclusive entre le groupe Vale et le suisse Trafigura, une feuille de route commune a été arrêtée par le groupe Leprédour élargi à l'Ican, au collectif *Usine pays*, et au Sénat coutumier. Après plus de dix heures, la rencontre a abouti à la signature d'engagements de compromis, de part et d'autre.
- Le 5, à l'issue d'une réunion à l'Assemblée de la province Sud, l'Ican annonce la reprise de la mobilisation et des blocages.
- Le 6, les gendarmes interviennent sur le site de l'usine du Sud, afin d'en libérer les accès. Plusieurs axes routiers sont bloqués par les indépendantistes. Les médias sociaux sont encore une fois une caisse de résonance efficace.
- Le 7, des affrontements, blocages, contre-mobilisations, circulation perturbée sont à remarquer. Les médias sociaux contribuent à la mobilisation des deux partis, dans la continuité de ceux de l'avant second référendum.
- Le 8, au terme d'une journée d'affrontements et de blocages, la Sofinor annonce qu'« *eu égard à la situation, Korea Zinc, son partenaire industriel dans le cadre de la proposition de reprise de l'usine du Sud, souhaite se retirer du projet* ». Dans un communiqué, Sébastien Lecornu, ministre des Outre-Mer condamne les violences en Nouvelle-Calédonie et prend également acte du retrait officiel de l'offre concurrente Sofinor et Korea Zinc. Les pressions que le Ministère de l'Economie et des Finances exerce sur les élus loyalistes pour imposer le dossier Trafigura sont apparemment très fortes estime l'UC. La fuite « involontaire » de la note confidentielle émanant de la Direction du Trésor de Bercy du 3 novembre n'abonderait elle pas dans ce sens. Un coup de file de Bercy à Korea Zinc n'aurait-il pas forcé la main quatre jours après que la Sofinor ait abondé dans l'autre sens ?
- Le 9, Vale NC, présidée par Antonin Beurrier, annonce que Le consortium Prony Resources, présidé par Antonin Beurrier, rachète l'usine du Sud au terme de la période de négociation exclusive.
- Le 10, au lendemain de l'annonce de la cession de l'usine de Sud, le site industriel est le théâtre de violents affrontements entre des manifestants et les forces de l'ordre. Les gendarmes font usage de leurs armes pour stopper des tentatives d'intrusion. Plus de 300 salariés sont évacués. Dans la nuit, se tient la troisième réunion du groupe Leprédour, sans les indépendantistes.
- Le 20, le gouvernement lève le Plan Particulier d'Intervention (PPI) déclenché douze jours plus tôt en raison des tensions autour de l'usine du Sud qui font peser un risque important sur ce site classé Seveso 2.
- Le 22, les salariés de Vale livrent leurs inquiétudes sur leur emploi au ministre des Outre-mer Sébastien Lecornu. Ces informations sont relayées via la presse, la télé et la radio locale.
- Le 29, les entreprises sous-traitantes de l'usine du Sud ne travaillent plus depuis le 12 novembre. Elles font également part de leurs inquiétudes via la presse, la télé et la radio locale.
- Du 9 au 10 janvier, Daniel Goa, chef de file de l'UC, rappelle les discussions et les échanges avec le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu. Et le rejet de l'Etat de ne pas recourir à la nationalisation de l'usine du Sud. Pour Daniel Goa, cette disposition aurait permis de poursuivre les discussions avec les repreneurs potentiels. La présidente de la province sud, Sonia Backès, propose une nouvelle mouture pour la reprise de l'usine du sud maintenant Trafigura avec cette fois-ci un actionnariat calédonien renforcé.

- Le 2 février, alors qu'ils en brandissaient la menace depuis plusieurs semaines, les indépendantistes décident de démissionner en bloc du gouvernement collégial, où ils disposent de cinq sièges sur onze. Le Gouvernement Santa tombe. Le FLNKS met aussi en cause le processus de vente de l'usine de nickel du groupe brésilien Vale, qui « *fait primer les intérêts des multinationales sans considération des aspirations des populations locales, des autorités coutumières et de toutes les forces politiques* ». Seule offre sur la table, le consortium Prony Resources, qui a le soutien de l'Etat et des dirigeants non indépendantistes de la province Sud, pourra l'emporter le 12 février, date présumée de l'échéance du compromis de vente.
- Le 11, après des appels à la manifestation indépendantistes portés par les médias sociaux, des bateaux laissent débarquer de jeunes kanaks sur les quais de l'usine du sud au prétexte de protester pour défendre l'environnement.
- Le 12, jour de la date de signature du transfert, le FLNKS fait une marche environnementale notamment contre le harcèlement psychologique subi par les jeunes kanaks de la province sud à cause des drones de Vale NC qui surveillent les abords de l'usine.
- Le 17, un Gouvernement indépendantiste est élu pour la première fois par le Congrès de Nouvelle-Calédonie avec le soutien d'une partie des loyalistes. Présentement, faute d'accord entre les deux composantes du FLNKS, le nom du président de l'exécutif n'est pas arrêté. Le budget ne peut être voté, aggravant le risque d'une mise sous tutelle dans le cas où une solution ne serait pas trouvée avant le 31 Mars 2020.

### **Fer de lance mélanésien et jeu de go chinois.**

Pour résumer, la confrontation entre la province nord, la province des îles loyautés, toutes deux indépendantistes et la province sud, loyaliste, peut se lire à la lumière du projet, structurant pour l'île, de cession-reprise de l'usine du sud, Vale NC.

La province sud propose que Trafigura, l'un des plus importants négociants en matière première au monde, soit actionnaire à 25 % de Prony Resources tandis que les intérêts calédoniens atteindraient 50 %, avec, au capital, les trois provinces (SPMSC et promosud), les salariés de l'usine, et la société civile.

Avec Trafigura, Prony Resources entend poursuivre un recentrage stratégique avec l'arrêt de l'affinage servant à la production d'oxyde de nickel, pour privilégier celle du NHC, produit intermédiaire à base de nickel et de cobalt. Ce NHC sera envoyé à l'usine Terrafame dont Trafigura est actionnaire, en Finlande, où il sera affiné. L'exportation de sapolites est également un élément important de la stratégie.

Prony Resources estime que Compte tenu de la forte demande du segment des batteries pour véhicules électriques, le co-précipité de Nickel et de Cobalt NHC est aujourd'hui autant valorisé que l'Oxyde de Nickel autrefois produit en Nouvelle-Calédonie pour être affiné en Chine à Dalian et servir les aciéries chinoises. Donc, inutile de "raffiner". Cette étape en moins dans le processus équivaut à une réduction des coûts pour Vale NC

La province nord avec la Sofinor, son bras économique, s'est associée à l'industriel Korea Zinc, l'un des rares spécialistes mondiaux de l'hydrométallurgie, fort de 50 ans d'expérience. A ce titre, le Sud-Coréen connaît déjà l'usine du Sud, puisqu'il avait participé à sa conception.

Les trois provinces calédoniennes seraient actionnaires majoritaires avec 56 % non diluables à la SPMSC, contre 44 % pour l'industriel coréen. Celui-ci apporte son expertise et finance le projet, même à perte, en échange de l'accès au gisement de Goro

Ce consortium veut à tout prix rouvrir la raffinerie de l'usine du Sud et maintenir la production de NHC tout en s'assurant que l'environnement soit préservé par une gestion prioritaire des résidus. Affiner localement, activité originelle de l'usine, permet de maintenir la valeur ajoutée en Nouvelle-Calédonie, avec une simplification du processus pour que l'outil soit plus



rentable. Sofinor prévoit l'ouverture d'une ligne de pyrométallurgie pour transformer sur site une partie des saprolites du massif. L'autre partie sera envoyée vers des usines offshore, détenues en partie par la SMSP et dont les dividendes reviendront en Nouvelle Calédonie. Selon Sofinor, le NHC, produit intermédiaire, ne se vend qu'entre 70% et 80% du cours du nickel à la bourse de Londres. Affiner ce NHC, c'est-à-dire, pousser la transformation jusqu'à l'oxyde de nickel et du carbonate de cobalt, permet de recevoir 100% du prix. C'est l'affinage qui permet de rendre l'usine durablement rentable. Et d'ajouter qu'en « *développant la technique de l'affinage (par la simplification du process), cela permettra aussi à l'usine d'affiner un produit semi-fini venant d'autres usines dans le monde. La plupart des nouvelles usines prévues dans le monde s'arrêtent au produit semi-fini. Savoir affiner représente un avantage concurrentiel* ».

Ce projet défendu par les indépendantistes et les coutumiers a été rejeté par Vale Canada le 26 octobre dans un courrier publié dans la presse. En réaction, la Sofinor a présenté un autre projet avec un important industriel chinois spécialisé dans l'hydrométallurgie du nickel dont le nom n'a pas été communiqué. Ce projet reste suspendu aux décisions politiques ultérieures. **On voit bien ici le lien entre les indépendantistes mélanésiens et la Chine. Le Caillou dispose des deuxièmes réserves de nickel de la planète, et en exporte pour 900 millions d'euros en 2018 vers la République populaire, où sont situées les usines de batteries électriques.**

### **Une progression « impérialiste » de la Chine ?**

La Nouvelle Calédonie est potentiellement un Etat indépendant, offrant un passage stratégique entre les Etats-Unis et ses alliés, l'Australie, dont le port de Darwin a été racheté par une entreprise chinoise, et la Nouvelle-Zélande. Les liens entre certains politiciens de ces deux pays et la Chine font régulièrement la une de leur presse nationale.

En octobre 2017, un an avant le premier référendum, l'ambassadeur de Chine en France avait effectué une visite d'une semaine en Nouvelle Calédonie avec une flopée de conseillers afin de proposer des services et financements. Le diplomate et son aéropage étaient venus sur invitation de la fondatrice et alors présidente de l'Association de l'amitié sino-calédonienne, Karine Shan Sei Fan, qui travaillait au cabinet de Roch Wamytan à la présidence du Congrès de Nouvelle Calédonie. Ce type d'association est utilisé comme un vecteur d'influence par le département du travail du Front uni, la branche du Parti communiste chinois chargée de l'entrisme pour faire avancer ses intérêts à l'étranger. La Chine finance déjà des bourses d'études pour les étudiants calédoniens. Mr Wamytan se dit « pas naïf » sur le jeu chinois dans la région et pense que tout est une question de dosage.

Le Groupe Fer de lance mélanésien (GFLM) est une alliance de pays mélanésiens regroupant les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Vanuatu, Fidji, l'Indonésie, membre associé et le Front de libération nationale kanak et socialiste de Nouvelle Calédonie. Il est officiellement créé en mars 1988 aux Vanuatu. Son Secrétariat Général a été construit par la Chine à Port-Vila, capitale du pays.

La Chine exercerait une influence non négligeable sur le GFLM. [ARCK Coutume Kanak](#), association indépendantiste kanak « exilée » à Port Vila est extrêmement véhémente sur les médias sociaux notamment pendant le second référendum durant laquelle elle a contribué à la confrontation informationnelle contre le pouvoir en place.

La Chine allonge son collier de perle dans le Sud du Pacifique. Le Vanuatu est devenu l'incarnation des ambitions chinoises, une vitrine de ce que la République populaire peut offrir avec une rapidité inégalée, et des écueils. Les sociétés d'Etat chinoises y construisent des routes vers des régions jusqu'alors peu accessibles, Huawei installe ses réseaux de

télécommunication dernier cri, mais le centre de conférences de 1 000 places à 24 millions d'euros construit, lui aussi par la Chine dans la capitale Port-Vila, est vide, et l'extension pour 46 millions d'euros prêtés par Pékin du port de la deuxième ville du pays, Luganville, inquiète l'Australie et les Etats-Unis en cas de conflit ouvert avec la Chine.

Plus loin, les Fidji, les Tonga, les Samoa ou les îles Salomon cèdent, elles aussi, à la tentation des « nouvelles routes de la soie », le programme de prêts et d'infrastructures par lequel le président Xi Jinping pousse l'influence chinoise partout dans le monde. Signe que le sujet agite dans toute la région, la nouvelle influence de la Chine devrait être sous peu au cœur d'un autre référendum, cette fois aux îles Salomon.